



Levallois-Perret, le 13 octobre 2022

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'OBSERVATOIRE CETELEM DE L'AUTOMOBILE 2023

Une étude internationale réalisée dans 18 pays auprès de 16 600 personnes

« La voiture, quoi qu'il vous en coûte ? »

6 Français sur 10 craignent de ne plus avoir les moyens de posséder un véhicule à l'avenir

*Le prix des véhicules neufs est en hausse régulière depuis une dizaine d'années. Une hausse marquée de 20% environ sur la période 2005-2021 aux Etats-Unis, en Chine et au Royaume-Uni ; moindre, mais néanmoins significative, en Europe où elle s'établit à près de 10%. Sur cette seule zone européenne, **les prix des voitures ont augmenté deux fois plus vite que les revenus des ménages en Europe**, avant même le choc des prix 2020-2022 consécutif à la succession des crises et à ses effets de limitation des approvisionnements...*

La voiture, un luxe nécessaire pour beaucoup d'automobilistes

Plus de 6 automobilistes sur 10 (61%) considèrent le prix d'achat de leur véhicule raisonnable... et sans surprise, d'autant plus quand c'est une voiture d'occasion (77% vs 57% pour un véhicule neuf). Si acheter une voiture semble globalement accessible, ce n'est cependant pas sans compter les sacrifices qui viennent estomper le plaisir d'acheter. Ainsi, ils sont **7 sur 10 (69% et 73% des Français) à estimer que posséder une voiture nécessite des sacrifices financiers...**

Des sacrifices qui apparaissent *incontournables* quand **72% (75% des Français) des possesseurs de voitures déclarent ne pas pouvoir s'en passer, impossible donc ou presque pour eux d'y renoncer**. A noter que la différence des « car friendly » entre milieu rural et urbain n'est pas si marquée (respectivement 77% et 70% ne s'imaginent pas vivre sans voiture), elle l'est beaucoup plus au niveau générationnel avec les moins de 35 ans qui se disent prêts à 34% à se passer de voiture (en France, ils sont 4/10) contre 26% pour les générations plus âgées.

Utiliser sa voiture : des coûts démultipliés

Si le prix d'un véhicule est perçu comme relativement raisonnable, il en va très différemment de son coût d'utilisation. En effet, **près de 6 possesseurs de voitures sur 10 (57%) jugent le coût global à l'usage élevé**. La France (62%) étant parmi les pays européens, avec la Belgique (66%), la Pologne (63%)

et l'Espagne (61%), qui relève le plus ce poids budgétaire. Et **plus de 8 répondants sur 10 (82% ; 83% en France) considèrent ce coût à l'usage en augmentation** ces dernières années.

Au global, l'estimation moyenne du budget annuel alloué à l'automobile (carburant, assurance, réparations) sur les 18 pays de l'étude est de **2 2753€ (2 870€ en France)**. **L'essence étant de loin en proportion le poste considéré comme le plus onéreux : 73% contre 47% pour l'assurance et 41% pour les réparations.**

Baisser les coûts, coûte que coûte

Face à un coût de la mobilité élevé et un budget serré, les automobilistes s'efforcent de limiter les dépenses. Cette problématique coût concerne la mobilité dans son ensemble. **6 personnes sur 10 affirment ainsi avoir renoncé à se déplacer en raison du coût induit.** Et s'ils ne délaissent pas leur véhicule, ils sont également 60% au global et 68% en France à **mettre en place des mesures pour limiter les dépenses liées à l'usage de leur véhicule.**

En premier lieu, les actions et efforts visent à restreindre **les dépenses en carburant**. Un consensus qui emporte 65% des suffrages sur la moyenne des 18 pays observés, loin devant les autres postes de dépenses : l'entretien (28%), les frais de stationnement (26%), l'assurance (21%), la conduite sur autoroute (20%). En France, après le carburant (67%), c'est faire baisser la note liée aux péages qui arrive en deuxième position (37%). Parmi les principales mesures prises pour contenir leurs dépenses en carburant, **une majorité (54%) déclare réduire ses déplacements**, 46% comparer les prix afin d'acheter l'essence au plus bas prix, et 44% essayer d'optimiser leur conduite pour consommer moins de carburant.

Si les automobilistes sont prêts en règle générale à consentir des efforts financiers, ils n'en attendent pas moins des **actions de la part des pouvoirs publics comme des constructeurs**. Les opinions sont homogènes en Europe et dans le reste du monde : **un bouclier tarifaire sur les prix de carburants est plébiscité par 52% des répondants (en France, les ruraux sont 67% à pousser pour cette mesure)**, une diminution des taxes par 38%. Mais aussi des mesures pour développer les transports publics (23%) ou des aides à l'achat de véhicules électriques (21%). Dans la même logique, **63% sont favorables au développement de véhicules plus sobres** de la part des marques automobiles.

Encore perçues comme un complément à l'utilisation de la voiture, les mobilités douces s'ancrent néanmoins dans le quotidien

Pour leurs déplacements quotidiens, **plus de 4 possesseurs de voitures sur 10 (41%) l'utilisent systématiquement.** En France, c'est **1 Français sur 2**, la proportion la plus élevée d'Europe après l'Allemagne (51%) et le Royaume-Uni (52%). A noter que le creuset entre milieu rural et urbain est significatif avec une moyenne pour les 18 pays étudiés de 56% pour les personnes habitant hors des grandes agglomérations contre 35% des citadins de métropoles.

Parmi les alternatives de transports à la voiture, les mobilités douces émergent nettement du lot et suscitent une appétence croissante. Ainsi, **36% des Européens les utilisent davantage qu'avant** (vs 32% pour la moyenne des 18 pays), en témoigne la progression des ventes de vélos électriques en Europe qui ont été multipliées par 3 en 5 ans.

La voiture peut-elle devenir un motif d'exclusion ?

La voiture constitue un motif futur d'inquiétude : plus de 6 possesseurs de voitures sur 10 (63%) affirment qu'ils craignent ne plus avoir les moyens de posséder un véhicule à l'avenir. Ce chiffre est de 59% chez les Français.

Le renoncement à la voiture est associé très majoritairement à des conséquences négatives. C'est en premier lieu perçu comme **une entrave à la liberté de se déplacer par 58% des automobilistes, voire des déplacements plus compliqués, car plus longs et moins confortables, pour 47%**. L'économie potentielle du fait de ne plus posséder de voiture est seulement mise en avant par un peu moins d'un quart (23%) des personnes interrogées. Quant à l'impact positif sur l'environnement que cela pourrait représenter, il n'est pris en considération que par 1 personne sur 5 (20%).

Avec la mise au garage des véhicules thermiques prévue en 2035, et alors que **7 personnes sur 10 ont renoncé à l'achat d'un véhicule électrique en raison de son coût jugé trop élevé**, le risque d'exclusion est donc une réalité.

« Cette édition 2023 de l'Observatoire Cetelem montre que les automobilistes ne sont pas prêts au quoi qu'il en coûte automobile. L'électricité peut être une voie, mais pas à n'importe quel prix. Aujourd'hui, en l'état, le risque existe qu'il se crée une fracture économique et sociale au sujet de l'automobile, rejetant à la marge les personnes qui en ont le plus besoin dans leur vie quotidienne. Une fracture encore plus béante entre ceux qui auraient les ressources financières d'accéder à l'électricité et ceux qui regarderaient passer le véhicule de l'innovation sans avoir les moyens de monter dedans. Si l'avènement potentiel d'un low-cost électrique essentiellement asiatique semble probable, offrant la possibilité au plus grand nombre d'accéder à moindre coût à cette technologie, c'est aussi le risque d'une perte d'influence durable des constructeurs occidentaux qui devient possible. » conclut **Flavien Neuvy, Directeur de l'Observatoire Cetelem.**

[Télécharger l'étude complète](#)

Méthodologie :

Les analyses économiques et marketing ainsi que les prévisions ont été réalisées en partenariat avec la société d'études et de conseil **C-Ways**, spécialiste du Marketing d'Anticipation.

Les terrains de l'enquête consommateurs quantitative ont été conduits par **Harris Interactive du 23 juin au 8 juillet 2022 dans 18 pays** : Afrique du Sud, Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Chine, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni et Turquie. Au total, **16 600 personnes ont été interrogées** en ligne (mode de recueil CAWI). Ces personnes âgées de 18 à 65 ans sont issus d'échantillons nationaux représentatifs de chaque pays. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge). **3 000 interviews ont été réalisées en France** et 800 dans chacun des autres pays.

À propos de l'Observatoire Cetelem

L'Observatoire Cetelem est une structure d'études et de veille économique de BNP Paribas Personal Finance, créée en 1985 et dirigée par Flavien Neuvy. Sa vocation est d'observer, éclairer et décrypter l'évolution des modes

de consommation en France et à l'international. Pour répondre à cette exigence, l'Observatoire Cetelem a mis en place un dispositif fondé sur la diversité et la complémentarité de contenus avec :

- Les Observatoires : 2 études de référence grand public annuelles menées au niveau international, l'une sur l'automobile à l'échelle mondiale (18 pays), l'autre sur la consommation au niveau européen (17 pays).
- Les zOOms, les modes de vie en vue, proposent d'explorer un grand thème (Les Français face à l'argent, Plaisirs en temps de crises, etc.) en 3 temps, sollicitant l'avis des Français au travers de 3 vagues de sondage.

Plus d'informations ainsi que l'ensemble des études sur le site de l'Observatoire Cetelem | [@obs_cetelem](#)

Contacts presse : Rumeur Publique

Marie Goislard | leo.chompre@rumeurpublique.fr | +33 6 14 35 41 74

Léo Chompré | leo.chompre@rumeurpublique.fr | +33 6 14 35 41 74